

Nouveau gouvernement : c'est sa politique régressive néolibérale que nous continuerons à combattre !

Le 23/05/2022

La nomination d'un nouveau gouvernement donne lieu à de nombreux commentaires, le choix des ministres supposant incarner l'orientation politique. D'expérience, les têtes ne changent souvent pas grand-chose sur le fond de la politique qui restera ultralibérale et autoritaire.

Si on se fie aux "signes" envoyés, ils sont déplorables :

- On est à l'opposé de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles avec un nouveau ministre (D. Abad) avec une plainte pour viol et un signalement récent pour un autre viol, la nomination d'un ministre (S. Guérini) considérant un homme condamné pour violences conjugales comme un honnête homme et le maintien de deux ministres à des postes régaliens qui ont eu pour l'un une accusation de viol (Darmanin), et pour l'autre des propos sexistes récurrents (Dupond Moretti). La nomination d'une magistrate ministre déléguée à l'égalité fait pâle figure face à cela.
- La première ministre a mis en place la contre réforme de l'assurance chômage, a détricoté les droits et statuts des cheminot-es, et, en pure technocrate, appliquera sans états d'âme la politique néolibérale de Macron au service des plus riches. Quant à ses engagements écologiques, on a bien du mal à en trouver une quelconque trace... De même les nouvelles ministres dédiées à l'écologie (A. de Montchalin et A. Pannier Runacher) ont surtout une expertise en économie, pas vraiment sur l'environnement !
- L'ex ministre des comptes publics et avant secrétaire d'Etat (Dussopt) devient le ministre du travail : c'est lui qui a mis un zèle particulier à casser le statut de la fonction publique, et mis à mal les services publics
- Seule exception a priori, la nomination du nouveau ministre de l'éducation (Pap Ndiaye) qui déchaîne les propos racistes de l'extrême droite. A voir maintenant si les profonds changements attendus, avec les moyens nécessaires seront réels.
- Deux ministères ont disparu : celui du logement alors qu'il y a dans le pays 300 000 sans logis et des millions de très mal logés et celui du transport qui devrait être une des priorités de la planification écologique annoncée par Macron.

Solidaires n'attend pas d'infléchissement réel de la part de la politique néolibérale autoritaire de ce nouveau gouvernement Macron

Faut-il le rappeler, le bilan de 5 ans de quinquennat Macron est catastrophique pour les rémunérations des salarié-es du privé comme du public, pour les services publics notamment de la santé et de l'éducation fragilisés comme jamais, pour les chômeur-euses et précaires, la

jeunesse, sans parler de l'absence de mesures sérieuses à la crise climatique ou aux féminicides. On n'oublie pas non plus que le mouvement social a stoppé un projet de réforme des retraites qui aurait accentué les inégalités et paupérisé encore plus une grande majorité de la population.

Or les premières déclarations de la première ministre vont dans le sens d'une poursuite pas à pas de cette politiques délétère : avec le décalage progressif de la date de départ à la retraite à 65 ans , le fameux "travailler plus", le gel voir la diminution drastique des dépenses publiques (et donc des services publics) répétés comme un mantra. Les premières rencontres de ce gouvernement se font avec le patronat aujourd'hui sur la situation économique. Tout un symbole. Ce gouvernement restera au service des riches...au détriment de la population.

Pour Solidaires il faut revaloriser rapidement et substantiellement les salaires du public et du privé, les bourses étudiantes, les pensions retraites et indemnités chômage.

Alors que des urgences ferment en nombre à la veille de l'été, il est urgent d'apporter les moyens à l'hôpital public !

Il est urgent d'avoir de vrais services publics prenant en charge les besoins sociaux, de partager le temps de travail , de pouvoir vivre sur une planète saine où l'on n'étouffe pas....

Solidaires reviendra rapidement plus en détail dans sa communication sur ses revendications face à la politique annoncée du nouveau gouvernement.

Pour Solidaires, c'est par les luttes, la grève et dans la rue, par la construction d'un rapport de force associant les autres syndicats, associations et collectifs que l'on pourra combattre cette politique et imposer nos revendications !